

Thème 2 – Les dynamiques de la mondialisation

Question 3 – La mondialisation en débat

Chapitre V La mondialisation en débat

Introduction : un bilan très contesté

Il est très difficile de faire un bilan objectif du phénomène de mondialisation, tant ce processus est complexe et controversé (*doc 1*). Ses multiples conséquences peuvent néanmoins être catégorisées en trois grands aspects : socio-économique, environnemental et culturel. Le processus de mondialisation suscite en parallèle de nombreuses contestations, qu'elles se manifestent par un rejet brutal ou par des tentatives d'infléchissement de son modèle libéral.

I Les multiples conséquences de la mondialisation

A Les conséquences économiques et sociales

- Le bilan de la mondialisation en terme économique et social est très **mitigé**. L'extrême pauvreté a certes diminué depuis les années 1980 et **la mondialisation a apporté pour de nombreuses populations de meilleures conditions de vie**. Si en 1990 la Banque mondiale estimait que 40 % de la population mondiale vivait dans la très grande pauvreté, celle-ci serait tombée à 22 % en 2001 et les prévisions pour 2015 sont optimistes (15 % de la population mondiale).
- Les pays émergents, très peuplés, ont pu élever les conditions de vie d'une proportion considérable de leur population grâce à la croissance économique générée par la mondialisation. Des dizaines de millions de Chinois ou d'Indiens ont vu leurs conditions de vie s'améliorer en accédant aux soins, à l'éducation... Sans connaître une croissance économique aussi effrénée, de nombreux autres pays en développement ont acquis un niveau de vie se rapprochant de celui du Nord : c'est le cas des NPIA ou d'autres NPI (Chili, Argentine, E-A-U, Koweït, Turquie...).
- Pourtant, la mondialisation ne fait pas bénéficier tous les habitants de la planète de son opulence. La prospérité globale prévue par les économistes libéraux les plus optimistes n'a pas été atteinte, bien au contraire. En réalité, **les inégalités se sont creusées à toutes les échelles** (voir *chapitre IV*). Des maux comme l'extrême pauvreté ou la malnutrition n'ont pas été éradiqués. Les problèmes alimentaires connaissent même une recrudescence avec l'augmentation des cours mondiaux des produits agricoles, malgré les bonnes récoltes de ces dernières années.
- Enfin, la mondialisation basée sur le modèle libéral souffre de **crises systémiques récurrentes**. Celle de 2008 a provoqué un effondrement des marchés financiers qui a emporté de nombreuses banques. Dans leurs sillages, des milliers d'entreprises ont dû fermer leurs portes ou licencier massivement. En

2009, l'OCDE a connu un pic historique de **50 millions de chômeurs**. Les BRICS ont été eux aussi touchés par la crise et leur croissance économique s'est ralentie (essoufflement de la croissance brésilienne depuis 2009).

Si la crise actuelle semble être en partie surmontée, **le modèle libéral tel qu'il est appliqué apparaît inefficace pour proposer un cadre stable de développement économique global.**

B Les conséquences environnementales et sanitaires

- L'augmentation des flux de marchandises et de personnes a accru considérablement **la consommation énergétique** de la planète. Malgré les progrès techniques permettant d'améliorer les économies de carburants, la multiplication des kilomètres parcourus par les différents moyens de transport et l'explosion du parc automobile mondial (1 milliard de véhicules dans le monde) n'a pu que renforcer ce phénomène. Se pose alors, et de manière de plus en plus pressante, la question des réserves énergétiques mondiales. Certains spécialistes estiment que les ressources actuelles de pétrole seront épuisées dans 50 ans, tandis que les besoins des pays émergents comme la Chine ou l'Inde explosent. L'importance des ressources énergétiques entraîne une forte **augmentation des prix et de graves tensions politiques** autour des territoires producteurs et des routes d'approvisionnement (Moyen-Orient, mer de Chine, Arctique ...).
- Surtout, cette explosion de la consommation énergétique engendre d'importantes **dégradations de l'environnement**. L'émission de **GES (Gaz à effet de serre)** s'accroît de manière régulière dans les pays développés, de manière exponentielle dans les pays émergents. Pour le moment, les solutions techniques alternatives ne sont pas probantes et ne peuvent répondre aux besoins de consommation actuels (éoliennes, énergie solaire, gaz de schiste...). Les solutions politiques sont, quant à elles, très difficiles à mettre en place : la récente conférence des Nations Unies à Durban (2011) sur le changement climatique montre combien le **protocole de Kyoto** visant la réduction des GES est au point mort.
- La mondialisation entraîne aussi d'autres effets sur l'environnement : la pollution des sols et des eaux liée à l'activité agricole productiviste. L'exploitation agricole intensive utilise une importante irrigation, des engrais chimiques et l'application massive de produits phytosanitaires sur les productions végétales. Les retombées sanitaires et environnementales sont préoccupantes (destruction des sols, salinisation...).
- Enfin, la multiplication des échanges facilite la **propagation des virus** pouvant créer des épidémies, voire des pandémies (SIDA, grippe aviaire H1N1...). Cependant, les solutions apportées sont elles aussi globales.

C L'uniformisation culturelle et les formes de sa contestation

- En 1967, le sociologue canadien Marshall Mac Luhan emploie l'expression "**village global**" pour désigner la perméabilité culturelle des sociétés. Pour le sociologue, il cesse d'exister des régions se développant en vase clos. Le monde est appréhendé comme un seul et même "village", une même communauté, grâce au redéploiement des moyens de communication. La mondialisation pose donc la question de la diversité culturelle : **favorise-t-elle l'uniformisation du monde sur le modèle de l'américanisation** ? Aujourd'hui, la culture est de plus

en plus perçue à la fois comme source de profit, et comme source d'influence (le *soft power*). On assiste à une compétition mondiale à propos des "contenus" : informations, formats audiovisuels (séries, talkshows...), cinéma, musique... C'est une compétition pour le *soft power* (pouvoir de séduction, emprise culturelle) entre des pays dominants, peu nombreux, et des pays émergents, afin de s'assurer une prépondérance culturelle dans les autres pays dominés.

- La répartition des "forces" est la suivante : **un géant, les États-Unis, qui ont inventé une culture standardisée** et qui l'envisagent comme un **instrument de puissance autant que comme une entreprise stratégique** (les industries de l'entertainment arrivent en 2^e position dans les exportations américaines). Les États-Unis réalisent à eux seuls **50 % des exportations mondiales à contenu culturel**. Le second géant, l'Union-Européenne représente 30 % de ces exportations, mais est en déclin constant. En outre, la distinction entre culture américaine et européenne tend à se brouiller. Les autres pays producteurs de contenus culturels sont des pays intégrés à la mondialisation (Corée du Sud, Japon, Australie...) ou des pays émergents (Chine, Inde, Brésil).
- Cependant, l'américanisation suscite des **résistances et des crispations identitaires** perceptibles dans le monde entier. Les critiques d'intellectuels européens, l'attitude protectionniste des consommateurs japonais, ou la résurgence du fondamentalisme religieux nuancent fortement l'idée d'une uniformisation culturelle du monde. La culture américaine elle-même connaît un processus de "latinisation".

II Les formes de la contestation : Antimondialisme et Altermondialisme

Antimondialisme : mouvement international strictement opposé au capitalisme et à la mondialisation économique.

Altermondialisme : mouvement international qui conteste l'orientation libérale de la mondialisation et la prééminence des logiques financières dans l'économie-monde.

A Une nébuleuse de courants et d'organisations

- Le mouvement de l'**Antimondialisme** est caractérisé par un **rejet de la mondialisation** en tant que processus économique issu du modèle capitaliste. Ces mouvements sont les héritiers des mouvements libertaires, anarchistes et marxistes des années 1970 qui rejoignent certains mouvements paysans ou écologistes radicaux à partir des années 1990. **Ces mouvements antimondialistes sont minoritaires** dans la grande nébuleuse de la contestation.
- Le courant **altermondialiste** naît lui dans les années 1990, à la suite de plusieurs événements qui marquent la genèse d'un **mouvement citoyen planétaire**. Il s'agit d'abord de la rébellion zapatiste au Mexique en 1994, suivi en 1999 à Seattle de la démonstration de force des altermondialistes autour du sommet de l'OMC. En 2001, le mouvement se structure lors du **forum de Porto Alegre au Brésil** : des centaines d'organisations présentes, de toutes natures, s'accordent sur la **charte du Forum social mondial** (*doc 2*). **Ces mouvements partagent la volonté de mieux encadrer la mondialisation et de l'orienter vers une dimension plus solidaire dans la répartition des richesses.**

- Enfin, il existe aussi une forme insidieuse de protestation présente dans les pays du Nord comme des Suds : le **repli identitaire** qu'inspirent la crainte d'une immigration incontrôlée et la diffusion de valeurs culturelles étrangères. Les bouleversements induits par la mondialisation déstabilisent les structures traditionnelles des sociétés et provoquent par ricochet la **montée des nationalismes et des fondamentalismes religieux** (*doc 3*).

B Les tentatives d'infléchissement pour un "autre monde"

- **Les actions de la contestation prennent de multiples formes** : il s'agit de la révolte des ouvrières du textile au Bangladesh ou en Chine qui protestent contre les conditions de travail imposées par les FTN (usines Foxconn) ; les " Indignés " manifestant contre les plans d'austérité et les acteurs financiers en Espagne, à New-York ; ou encore Greenpeace qui alerte l'opinion internationale sur les atteintes à l'environnement. Longtemps l'apanage du Nord, ces mouvements de contestation s'organisent aussi dans les Suds. Ces organisations sont puissantes et redoutées car elles possèdent un **vaste écho dans les mentalités grâce à leur intense activité sur internet et dans les médias**. Leurs thèses se sont amplement propagées depuis une vingtaine d'années dans de larges franges de l'opinion publique et dans les cercles politiques.
- Le poids du mouvement altermondialiste s'est concrétisé par un **certain nombre de résultats ou d'infléchissements politiques**. Les projets proposés pour édifier un "autre monde" se multiplient, sans être toujours couronnés de succès. Les pressions des ONG exercées sur Nike ou Apple ont permis d'améliorer les conditions de travail dans les usines sous-traitantes. Les actions spectaculaires de l'organisation Greenpeace ou de l'ONG WWF inspirent la mise en place de législations environnementales plus protectrices. Plusieurs FTN soucieuses de leur image de marque, à l'instar de Danone ou Coca-Cola, ont entamé une collaboration avec ces ONG. Enfin, les mouvements altermondialistes tentent de donner corps à des projets pour un "autre monde" en promouvant les initiatives comme le **microcrédit** du Bangladais Muhammad Yunus (190 millions de pauvres participent à ce modèle de développement) ou le **commerce équitable** qui propose un partenariat nouveau entre les petits producteurs des Suds et les distributeurs du Nord. Les idées comme la taxation des transactions financières (soutenue par l'ONG française ATTAC) ont fait leur entrée dans les programmes politiques des dirigeants européens (*doc 4*).

III La remise en question des cadres de la gouvernance

Un État : construction politique qui administre une population et son territoire.

Le protectionnisme : doctrine économique qui prône la mise en place de barrières douanières afin de protéger l'économie nationale de la concurrence étrangère.

A La redéfinition du rôle des États face au système-monde

- Avec l'ouverture économique toujours plus grande, les **États** devaient naturellement s'effacer au profit d'un cadre de régulation supranational. Pendant

plusieurs décennies, les États ont semblé perdre leurs prérogatives face à la **mondialisation** : la contraction de l'espace-temps reconfigurant les territoires, la transnationalisation des entreprises et l'édification de structures supranationales (ONU, OMC, U-E) imposant leurs règles, ont amené de nombreux économistes à anticiper la **fin des Etats-nations**.

- Pourtant, il n'en est rien. Les frontières n'ont pas disparu, bien au contraire. Face à la reconfiguration des territoires, la **frontière semble être redevenue une "obsession"** : le nombre d'États n'a cessé d'augmenter (156 États en 1975, 197 en 2012), et les frontières sont des espaces sensibles soumis aux rivalités de tous ordres. Ces frontières sont des enjeux qu'il s'agit de sécuriser contre les risques sanitaires, terroristes ou face aux trafics illégaux. Leur contrôle se renforce donc et des moyens financiers toujours plus importants sont investis (surveillance du détroit de Gibraltar, renforcement des contrôles frontaliers entre l'Inde et le Bangladesh...).
- Surtout, l'État demeure le **fondement de l'ordre politique et social**. Dans de nombreux pays, il est le garant de la démocratie, de la sécurité, de l'éducation, de la justice. C'est finalement **lorsque l'État central est défaillant que les dysfonctionnements de la mondialisation sont les plus criants** : libéralisme sauvage en Russie dans les années 1990, disparition de l'État en Somalie, effondrement grec en 2011...
- L'État reste donc **un acteur économique majeur** : il aménage son territoire afin d'accueillir les investissements. De nombreux États sont à l'origine de la constitution de "champions nationaux" impliqués dans des secteurs stratégiques de l'économie (Gazprom en Russie, EDF en France...). Les États agissent avec leurs propres moyens pour valoriser leurs entreprises : la fiscalité et la monnaie.
- Enfin, la féroce concurrence économique avec les pays émergents a redonné une légitimité à la **doctrine protectionniste**. Inquiets pour l'emploi et l'équilibre de la balance commerciale, de nombreux États ont pris des mesures protectionnistes censées préserver leurs économies. Depuis 2008, plus de mille mesures protectionnistes ont été prises, la Chine étant la nation la plus visées (*doc 5*).

B La difficile mise en place d'une gouvernance mondiale

- Avec la formation d'un système-monde, il était nécessaire d'instaurer une gouvernance mondiale capable de **réguler les relations politiques et économiques des États**. En outre, les nombreux défis menaçant la stabilité internationale (crise financière, changement climatique, terrorisme international, prolifération nucléaire...) imposent une réponse globale et négociée.
- Mais malgré l'urgence de la situation, la gouvernance mondiale n'en est qu'à ses balbutiements : l'ONU, l'organe représentatif des nations du monde et le seul à être exécutoire, est **régulièrement bloquée** dans ses décisions et souvent considérée comme inefficace pour régler par la diplomatie les différents conflits (ex : guerre civile syrienne).

Les **OIG** censées assurer la régulation de l'économie mondiale (FMI, Banque mondiale, OMC, G20...) sont elles aussi en partie **déconsidérées ou contestées**. Ainsi, le FMI a montré son utilité mais également ses limites : ses interventions ont été parfois contraire aux objectifs espérés (la libéralisation de l'économie russe dans les années 1990 ; la préconisation des plans d'austérité dans la zone euro...) et certains États comme l'Argentine ou l'Équateur ont décidé de

ne plus rembourser leurs dettes contractées envers l'institution. De même, les conflits d'intérêts bloquent le cycle de Doha et le protocole de Kyoto. La CPI (Cour Pénale Internationale) reste une institution plus emblématique qu'efficace.

- Les États s'impliquent très inégalement dans la gouvernance mondiale. La Russie et l'Europe, notamment la France, sont très présents contrairement aux États-Unis souvent réticents. **Les pays émergents d'Asie et d'Amérique revendiquent une place plus importante dans cette gouvernance.** Un lent rééquilibrage est en marche (*doc 6*).
- Néanmoins, chaque édification de règles communes par la négociation est un immense progrès vers la stabilité mondiale. Les organisations comme l'Union Européenne en sont la matrice, et le décernement du prix Nobel de la paix en 2012 en a consacré la réussite.